

# LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

## Retombées du One Forest Summit : un partenariat Gabon-Union européenne

**L'UNION** européenne se dit prête à appuyer les efforts du Gabon dans sa lutte pour la préservation de ses écosystèmes forestiers. Un accompagnement qui devrait prendre en compte le développement durable du pays.

GM.NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/Gabon

**S**ANS doute la suite logique du One Forest Summit. La question sur les retombées de cet important événement, chacun s'en souvient, a longtemps fait débat, avant et pendant son déroulement à Libreville. L'Union européenne (UE) vient de confirmer, via un communiqué de presse, sa volonté de signer un partenariat forestier avec l'État gabonais.

Certes, des actes tangibles ont été produits, à l'instar de ce contrat sur le traitement des ordures ménagères, ainsi que la signature d'un contrat pour la surveillance environnementale de la côte gabonaise. Mais ce sommet continue clairement de montrer ses enjeux, quelques jours après sa tenue. Selon le communiqué de presse qui vient ainsi réchauffer les relations entre l'Union européenne et le Gabon sur les questions climatiques, Frans Timmermans, vice-président exécutif de la Commission de



Une vue de la forêt du Bassin du Congo.

l'Union européenne et le ministre Lee White ont réaffirmé leur vision commune et leur engagement politique à long terme pour protéger, restaurer et assurer une utilisation durable

des forêts du Gabon. Lesquelles forêts contribuent à absorber le gaz carbonique produit par les industries en Occident. Déjà, lors de sa rencontre avec le président Ali Bongo Ondimba la

semaine dernière, le représentant de l'UE avait salué l'engagement du Gabon dans la préservation des écosystèmes forestiers. Ils avaient d'ailleurs abordé la question du financement permettant

la mise en place d'un système équitable de valorisation de crédits carbone. Une question au programme des thématiques qui seront abordées au cours de la 28e Conférence des parties (COP 28), en novembre prochain, aux Émirats arabes unis.

Il faut savoir que les partenariats pour les forêts s'attaquent aux défis liés à la gouvernance des forêts, à la déforestation, au changement climatique et à la perte de biodiversité, par le biais d'une approche globale en faveur du développement national.

Avec un partenariat pour les forêts, le Gabon et l'UE réaffirmeront leur engagement politique à long terme et leur intention de coopérer étroitement pour : (1) augmenter la superficie des forêts protégées, restaurées et gérées durablement ; (2) générer la création d'emplois et le développement socio-économique grâce à des chaînes de valeur durables liées à la forêt et à l'accès au marché ; (3) réduire la déforestation et la dégradation des forêts naturelles en contribuant à la protection de la biodiversité et à la lutte contre le changement climatique ; (4) rechercher des moyens de faciliter la production et le commerce de produits forestiers légaux et durables, et de soutenir le Gabon dans cet effort, y compris dans le contexte de la politique européenne de lutte contre la déforestation.

Ce futur partenariat pour les forêts entre l'UE et le Gabon sera axé sur la demande et s'alignera sur la vision et les besoins du Gabon. La biodiversité du Gabon est l'idéal type de ce dont le monde et ses décideurs ont besoin pour la préservation de la planète, comme l'a reconnu le président français Emmanuel Macron, lors de son excursion au cœur de la forêt de l'arboretum Raponda Walker.

Cette forêt, qui couvre 23,5 millions d'hectares, représente à elle seule 11 % de la forêt du Bassin du Congo.

### Contrepoint

## Des solutions profitables au plus grand nombre

GMNN  
Libreville/Gabon

**C**ELA ne fait pas de doute : les populations vivant près des concessions forestières attendent des mesures pratiques et durables d'atténuation du conflit homme-faune et des solutions concrètes pour concilier la protection des forêts avec le développement économique des villages. Une question en bonne place sur la table des décideurs qui a aussi été abordée durant le "One Forest Summit". Il serait étonnant qu'un partenariat

pour les forêts comme celui dans lequel l'Union européenne (UE) compte s'engager avec le Gabon n'en tienne pas compte.

Au fil des campagnes de sensibilisation orchestrées par des ONG environnementales et autres organisations en faveur de la nature, les communautés villageoises ont bien conscience que le temps de changer leur mode de vie est arrivé. Il ne s'agit pas d'abandonner complètement la chasse, la cueillette, l'agriculture, etc. Il est question de mieux organiser ces activités en inté-

grant de nouvelles techniques, en vue de la préservation des écosystèmes.

Évidemment, les conventions et les différents accords en faveur de la protection des forêts et de la faune doivent tout aussi contribuer au développement des communautés humaines riveraines des écosystèmes forestiers. Dans la lutte pour la préservation de la nature, il n'est pas question de préserver certaines espèces, pour en laisser mourir d'autres. Surtout l'espèce humaine.

Par ailleurs, engagée en matière

de financement des forêts, l'UE a décaissé 250 millions d'euros au profit du Bassin du Congo. Pour la période 2021-2027, l'organisation a engagé environ 30 % de son budget d'action extérieure ainsi que 4 milliards d'euros supplémentaires, en faveur des objectifs climatiques et 7 milliards d'euros en faveur des objectifs de biodiversité.

Ce nouveau partenariat devrait donc être innovant, en apportant un plus à ce que l'UE et le Gabon ont déjà fait ensemble de par le passé.